

Destruction et violences à Umm el-Hiran : un déplacement de population à l'œuvre dans le Naqab israélien

Un jour presque comme les autres dans le désert du Naqab, au sud d'Israël.

Mercredi 18 janvier, les autorités israéliennes ont démolé le village bédouin d'Umm el-Hiran de plus d'un millier d'habitants pour établir sur ses ruines la nouvelle localité juive de Hiram. Cela clôt une bataille juridique de quatorze ans dans le cadre de la judaïsation du Naqab par la démolition des villages de Bédouins et le regroupement de ces derniers dans des villes dortoirs¹.

La police était venue en nombre pour "sécuriser" la destruction du village, anticipant la légitime révolte populaire. Le député Palestinien d'Israël et leader de la Liste Unifiée (coalition des partis palestiniens d'Israël et troisième force politique du pays) Ayman Odeh était d'ailleurs venu pour protester contre l'entreprise de démolition et apporter son soutien aux villageois. Il en repartira blessé par un tir policier. Il faut croire que l'immunité parlementaire est un concept étranger à l'État d'Israël, surtout si son dépositaire est arabe.

Pire, deux morts sont à dénombrer : un villageois palestinien et un policier israélien, la mort de ce dernier suscitant un emballement médiatique que celle du premier n'aurait certainement pas provoqué. La machine israélienne s'est vite mise en branle pour dénoncer la version des habitants selon laquelle Ya'akub Musa Abu el-Qi'An, un instituteur respecté, aurait perdu le contrôle de son véhicule après avoir été abattu par la police, fauchant dans la foulée l'officier Israélien Erez Levi. Ce serait, au contraire, l'auteur d'un attentat à la voiture-bélier membre du Mouvement islamique. Bref, un terroriste... Pourtant, la vidéo officielle ne laisse pas de doute quant à la véracité de la version des habitants de Umm el-Hiran.

Mais il ne faudrait surtout pas donner de l'eau au moulin des opposants à la destruction du village rendu possible par un arrêt récent de la Cour suprême israélienne qualifié par Adalah de "l'un de ses arrêts les plus racistes", et ainsi retarder la construction de la nouvelle localité juive.

Car c'est bien de cela dont il s'agit. S'accaparer des portions toujours plus importantes de terres...avec le moins d'Arabes dedans. Ce processus de démolition de villages bédouins palestiniens en vue de les remplacer par des villes juives à un nom : le sionisme. La réalité de cette violence d'État met à mal tous les efforts qu'Israël se donnent pour être perçu comme "la seule démocratie du Moyen-Orient, un îlot de tolérance dans une région dévastée par les guerres et les oppositions tribales.

Il nous revient d'exposer et de dénoncer cette violence étatique de toutes nos forces, de condamner la Hasbara - politique publique Israélienne très coûteuse pour vanter les mérites du pays à l'étranger -, et de soutenir les courageux opposants au rouleau-compresseur sioniste.

Nous saluons ici la persévérance des villageois de Umm el-Hiran et la mobilisation de plusieurs centaines d'Israéliens hier soir dans les rues de Tel Aviv pour dénoncer la judaïsation du Naqab et ses inévitables violences.

Le Bureau national de l'UJFP, le 20 janvier 2017.

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp

¹ Quelques articles sur notre site à ce sujet :

- [Autour du Plan Praver : le dernier né des plans de la Naqba continue](#)

- [Il faut sauver Umm al-Hiran](#)

- [Al-Araqib attaqué pour la 94ème fois, le 18 février 2016](#)

- [La police Yo'av attaque continuellement Al-Araqib et Umm al Hiran dans le Negev / Naqab](#)